

Synopsis « Over Grozny »

© Eric Bouvet

Dans la capitale tchéchène dévastée, on cherche en vain un bâtiment intact. Mais l'ordre russe règne. Dans l'indifférence du monde occidental
Après des mois de pilonnage intensif par l'armée fédérale, la capitale de la Tchétchénie est pratiquement rayée de la carte. En vain le photographe Eric Bouvet, dont nous publions cette semaine l'édifiant reportage, a parcouru fin février les rues de Grozny en ruine à la recherche d'une seule maison épargnée par les bombardements. Ce journaliste, couronné par le prix World Press Photo en 1996 pour un photoreportage publié dans L'Express sur la précédente guerre de Tchétchénie, n'a rencontré dans la ville martyre que quelques civils hébétés, se pressant à l'un des quatre points de distribution de vivres, ou des patrouilles militaires du MVD, le ministère russe de l'Intérieur.

Les troupes fédérales russes ont reçu l'ordre de «liquider» les combattants tchéchènes d'ici à la fin de ce mois. Vladimir Poutine pourra ainsi couronner, le 26 mars, sa victoire électorale programmée d'un triomphe militaire. Le chef de guerre Salman Radouïev serait d'ores et déjà incarcéré à Lefortovo, le centre de détention du FSB (ex-KGB). L'état-major, qui admet de lourdes pertes - 84 parachutistes en quatre jours au début de mars - affirme n'avoir plus que «trois poches de résistance» à réduire. Côté russe, le bilan officiel de cinq mois d'opérations est de quelque 1 500 morts, mais le Comité des mères de soldats avancerait déjà le chiffre de 9 000. On appréciera le motif invoqué par un porte-parole militaire, le colonel Guennadi Aliokhine, pour en finir au plus vite: le commandement a peur du printemps - de ces milliards de feuilles prêtes à éclore dans les forêts, où, d'ici peu, les «bandits» seront à couvert...

Le Conseil de l'Europe, dont la Russie est membre, se demande encore si Moscou donne suite aux exigences posées par Strasbourg en janvier dernier: cessez-le-feu immédiat, ouverture d'un dialogue politique, respect des droits de l'homme. Qu'on en juge. La guerre serait dans sa «phase finale», clame Poutine, mais, dans le sud, les bombardements se poursuivent. Le Kremlin rejette l'appel à la négociation du président, Aslan Maskhadov. Quant aux témoignages recueillis par Human Rights Watch et par Médecins du monde (MDM), la seule ONG médicale présente sur le terrain, ils démontrent l'étendue des «crimes de guerre» russes commis en

Tchéchénie - en particulier dans les «camps de filtration» où sont expédiés les civils pris dans les rafles nocturnes. Ces méthodes étaient déjà utilisées durant la précédente guerre. Rescapé de Tchernokozovo, un jeune homme de 22 ans décrit ainsi ce qu'il a vu et enduré: «Coups de marteau sur la colonne vertébrale», passages à tabac, obligation de rester debout, la journée durant, les mains levées, tortures - «Certains de mes compagnons avaient les oreilles coupées, les dents sciées, les lèvres déchirées, les tympans crevés» - gaz lacrymogène envoyé dans les cellules... Des femmes et des adolescentes sont battues et violées, tout comme les hommes. L'organisation russe de défense des droits de l'homme, Memorial, a rapporté de semblables atrocités. Mais le ministère de la Justice «ne voit pas de raison» d'ouvrir une enquête...

Arrêté à Grozny en janvier par les forces fédérales, Andreï Babitski - journaliste de la radio américaine Svoboda - a lui-même été incarcéré plusieurs jours à Tchernokozovo avant d'être échangé contre deux soldats russes prisonniers en Tchéchénie. Le Conseil de l'Europe l'invite, début avril, à intervenir devant l'Assemblée parlementaire, qui doit débattre d'une éventuelle exclusion à l'égard de Moscou. Les autorités russes, qui ont assigné Babitski à résidence, refusent qu'il se rende à Strasbourg, sous prétexte qu'il en profiterait pour ne jamais rentrer!

Face à cette sale guerre, les Occidentaux s'en tiennent aux protestations verbales. Tout au plus a-t-on décidé de limiter les importations d'acier russe, tandis que le Club de Londres effaçait plus de 10 milliards de dollars de la dette que Moscou a héritée de l'Union soviétique. On est loin des sanctions adoptées par l'Union européenne contre l'Autriche, qui, faut-il le préciser, ne bombarde pas les populations sur son propre territoire. A Paris, le 13 mars, un colloque organisé à l'Assemblée nationale s'est élevé contre «le silence des Etats». Les manifestations prennent de l'ampleur, signe que les opinions supportent mal la passivité de leurs dirigeants. Aux Etats-Unis, la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a dû démentir que, pour ménager le processus de désarmement, Washington fasse preuve de complaisance à l'égard de Poutine. «En Bosnie, au Kosovo, vous avez fini par réagir, lance Abubakar Magomadov, qui préside la commission de sécurité au Parlement tchéchène. Le droit international a-t-il une portée universelle ou est-ce la raison du plus fort qui prime?» A la tête du Comité des affaires étrangères, Akhyad Idigov insiste sur le fait que, en proclamant son indépendance en 1991, la République a exercé son droit à l'autodétermination, reconnu par le Soviet suprême de Russie. Un argument qui laisse de marbre les responsables occidentaux. «Aujourd'hui, soyons clairs, personne ne veut d'un éclatement de la Russie, explique un expert proche des milieux diplomatiques. L'opinion publique a sans doute une vision très négative du comportement russe. Elle compatit aux souffrances du peuple tchéchène, mais la cause de son indépendance n'est pas un facteur de mobilisation important.» Et d'ajouter, pour mémoire, que la Russie est une puissance nucléaire - ce qu'elle ne se prive pas de rappeler - et que, par ailleurs, la Tchéchénie, livrée à elle-même de 1996 à 1999, a sombré dans le chaos, les luttes de factions et le trafic d'otages, plutôt que

de démontrer sa capacité de construire un Etat. «L'activité des bandes mafieuses et des islamistes a été attisée par Moscou pour afghaniser la république», plaide Idigov. Les lobbys prorusses contre-attaquent, accusant déjà les Tchétchènes de mener une intense guerre de propagande au détriment de Moscou...

Sur le terrain, l'état d'esprit des survivants ne laisse aucun doute. «Les jeunes sont sans doute les plus déterminés, témoigne l'un des membres de MDM, mais tous le disent: ??Le joug russe, plus jamais. Même si c'est dans dix ans, on les virera."» Adjoint au chef de l'état-major russe, le général Valery Manilov a déjà prévu de maintenir sine die un contingent de 50 000 hommes en Tchétchénie.

© Pasquier Sylvaine et Siffar Alexandra